Numéro 87
Vendredi
15 février 1980

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Fric : Giscard veut voir tous les Français à la corbeille • Violence : dans l'hexagone des flingues, la peur fait voter bien • Salvador : les spasmes de la Junte • Affichage : les murs n'ont plus la parole • S.n.i.a.s : des méthodes de multinationale • Congrès de la D.c : s'unir malgré la décomposition • Bani Sadr : l'autogestion non-alignée • Parcours fédéral dans l'Eure

Pour obliger le gouvernement à répondre de ses échecs

Les députés socialistes vont déposer une motion de censure

Le Bureau exécutif du P.s s'est prononcé à l'unanimité, mercredi soir, pour le dépôt d'une motion de censure à l'ouverture de la session extraordinaire du Parlement, convoquée le lundi 25 février.

Dans l'après-midi, le Bureau du groupe parlementaire s'était réuni à l'Assemblée nationale et avait étudié l'opportunité d'une telle démarche. Quelques hésitations s'étaient exprimées à cause des motions de censure à répétition qui ont marqué la fin de la session budgétaire, et qui étaient imposées par le recours abusif de Raymond Barre à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution. Seul moyen trouvé par le Premier ministre pour faire passer sa loi de finances, en raison de la fronde du R.p.r le privant de majorité.

Cependant, après discussion, tous les députés socialistes présents ont considéré qu'il n'était pas possible d'envisager que l'Assemblée nationale siège, dans la situation actuelle, sans que soient évoqués les sujets qui concernent directement la vie des Français.

Provoquer un débat

Or, lorsque le Parlement est convoqué en session extraordinaire il ne peut se saisir que des questions inscrites à son ordre du jour par le décret de convocation, signé par le Président de la République. Le décret pris pour la session du 25 février ne comporte qu'un seul et unique point : la loi d'orientation agricole. Il n'y avait donc pas d'autre moyen pour provoquer un débat de politique économique et sociale, que le dépôt d'une motion de censure.

C'est donc ce qu'a expliqué Gaston Defferre au Bureau exécutif puisque selon les règles en usage au P.s, c'est la direction du Parti et non pas le Groupe, qui est habilitée à prendre les décisions politiques de cette nature. En revanche, c'est le Groupe parlementaire qui rédigera la motion de censure. Celle-ci visera essentiellement les échecs de MM. Giscard et Barre dans les domaines de l'emploi, du pouvoir d'achat, des prix.

Il n'aurait pas été concevable de ne pas contraindre le gouvernement à s'expliquer devant la représentation nationale, au moment où l'on vient d'apprendre que le nombre des chômeurs a atteint presque 1 million 500 000 en janvier, soit 130 000 de plus qu'il y a un an (voir article ci-contre). Au moment aussi où les statistiques officielles ont dû reconnaitre une baisse effective du pouvoir d'achat des salariés, allant de 0,3% à 2,6%, selon les catégories, pour 1979, par rapport à l'année précédente. Ce dont les travailleurs et les mères de familles s'étaient aperçus bien avant les statisticiens, et qui n'est pas surprenant avec un taux d'inflation annuel de 11,8%... autre exploit des deux super-économistes qui siègent à l'Elysée et à Matignon.

Il ne faut pas que la crise internationale qui secoue actuellement le monde, et l'exploitation qui en est faite, servent au pouvoir pour esquiver ses reponsabilités, masquer la réalité et dissimuler sa faillite. Le débat de censure, dont le P.s a décidé de prendre l'initiative, obligera les autruches giscardiennes à sortir, pour un moment, leur tête du sable.

Georges Fillioud

Au début de sa réunion de mercredi, le bureau Exécutif a évoqué les déclarations faites par Edgar Pisani au club de la Presse d'Europe n° 1. C'est son expression «j'irai à la pêche à la ligne» ... qui a surtout été critiqué. A ce sujet, Pierre Mauroy avait déclaré dans l'après-midi : «je n'aurais pas fais cette réponse». La question reviendra devant le comité Directeur du 1er mars.

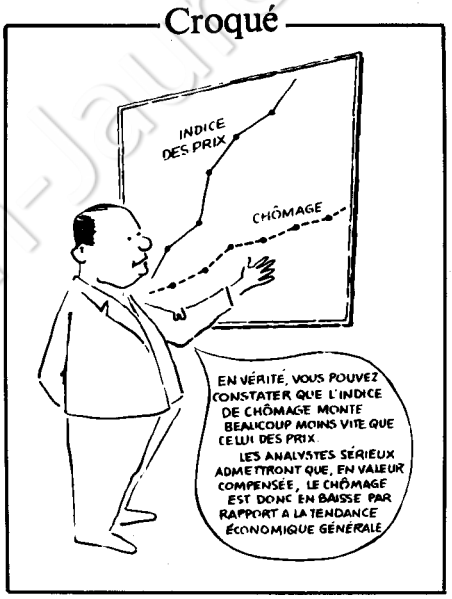
Le bureau Exécutif a d'autre part décidé de demander une commission d'enquête, à la suite du suicide du militant syndicaliste, Philippe Marchau, victime de la répression patronale, aux usines Peugeot-Sochaux. On trouvera en page 3, les communiqués adoptés, à propos de ce drame, de la situation à la S.n.i.a.s et de la nouvelle loi sur l'affichage.

épinglé

« Madame Veil ne s'est pas exprimée en tant qu'homme politique »

Bernard Stasi, président-Délégué du C.d.s à propos des déclarations de l'ex-ministre de la Santé sur le boycott des jeux olympiques.

Croqué



Scandale inaperçu

Tout Chamalières au chômage

Grave, très grave et nouvelle augmentation du chômage en janvier. La France de Giscard comptait officiellement 1 485 400 chômeurs à fin janvier 1980. Chiffres froids, abstraits, qui veulent tout de même dire que 16 500 françaises et français, travailleurs à Noël, se sont retrouvés sans emploi au moment de tirer les rois.

Seize mille cinq cents drames de plus en un mois, parfois deux dans la même famille. Le mari et la femme, le père et le fils, ou deux soeurs. Seize mille cinq cents personnes physiques, très exactement toute la population de Chamalières (Puy de Dôme), vous connaissez ?

Variations saisonnières ou pas, purge des fichiers, tracasseries à l'inscription, pacte ou pas pacte, rien de ce que font Giscard, Barre, Monory, Giraud et Mattéoli n'y fait : le flot terrible monte toujours. Ceux-là même - les trois premiers surtout - qui se gargarisent de statistiques et de formules scandaleuses, ces porte-voix désincarnés qui laissent tomber en guise de commentaires, (admirez le style) : «Cette augmentation continue de s'inscrire dans la tendance à une certaine décélération». Comment entend on ça dans les 16 500 foyers où l'humiliation vient d'entrer ? Et bientôt la gène.

(Suite page 2)

POSITION

«La violence» et les Français

Se défendre c'est bien, se venger c'est mieux !

par Guillaume Douze

«En me faufilant à travers les voitures, j'ai pû approcher la moto qui tardait à démarrer. J'ai même pû noter le numéro d'immatriculation : 473 WWL 93. Je n'ai pas hésité, j'ai tiré et je suis sûr d'avoir atteint le brun dans le dos. Ils ont pû s'enfuir, mais sans rien emporter.... Dommage que mon pistolet n'était pas à répétition et je craignais de toucher les passants».

Interviewé par *l'Aurore* jeudi, Alain Granges, 25 ans, bijoutier à Aubervilliers, raconte ainsi son «exploit» de la veille contre deux cambrioleurs. Et de conclure : «on m'a pris mon pistolet... J'ai aussitôt courru acheter un fusil. Et il servira pour les prochains».

Alain Granges a «ouvertement déclaré la guerre aux truands» depuis que son père, après maints cambriolages, a été gravement blessé lors d'une nouvelle agression dans son magasin. Avec lui, l'association «légitime défense» est assurée d'offrir un nouvel invité de choix à la prochaine émission de télévision qui lui sera consacrée, quitte à élargir encore un peu la notion qui fonde son crédo : ce jeune homme a tranquillement tiré dans le dos de deux jeunes gens («une vingtaine d'années») déjà mis en fuite par la menace de son arme - et il n'est dit nulle part qu'ils étaient eux-mêmes armés. Mais il a par son âge, sa détermination, ses antécédents, le profil idéal. Et il a tiré pour venger son père.

De même la veille, aux Dossiers de l'Ecran, avait-on pû entendre un père, invité de la dite association, promettre qu'il vengerait sa fille assassinée : «je tuerai à coup sûr, quelles qu'en soient les conséquences».

On croyait l'auto-défense une notion juridique, fondée sur des critères déterminés et dont l'appréciation ne pouvait relever que des magistrats.

Voici qu'on nous en propose une pratique très, très élargie et mise à la portée de tous sur le thème «Se défendre, c'est bien, se venger, c'est mieux !»

Et la France semble bien, comme titrait jeudi *Le Quotidien*, «menacée de peur». Mais par qui ? Comment ? Pour quoi ? D'une part, les chiffres les plus officiels, ceux du ministre de l'Intérieur, disent que cette peur est sans fondement : dans un pays où deux millions d'hommes et de femmes (dont beaucoup de jeunes) vivent l'angoisse du chomage, la progression de la criminalité est extrêmement faible, quand elle n'est pas nulle : + 2,38% pour les crimes et délits de 1977 à 1978, et - 22,2% pendant la même période pour les hold ups à main armée.

Mais on nous apprend d'autre part (*Paris Match* du 13/02) que 43% des Français se déclareraient d'accord avec «ceux qui se font justice eux-mêmes» et recommanderaient, dans la même proportion, l'emploi de «pièges et explosifs» !

Le pouvoir distille la peur à travers ces miroirs truqués que sont entre ses mains les sondages et les écrans de télévision, et dans lesquels les Français voient moins leur propre image que celle qu'on veut leur en donner. Alain Peyrefitte, en se référant à cette prétendue «sensibilité nationale» pour refuser une fois de plus un débat sur l'abolition de la peine de mort, montre comment on exploite cette peur.

Peur de la guerre et de l'holocauste nucléaire. Peur du voleur, du voyou, de l'étranger. Peur de l'inconnu. Peur de la peur. Un peuple qui tremble pose moins de questions, marche au pas et vote bien. Qu'importe si, dans l'intervalle, quelques Français s'entretuent à coups de chevrotines ou de pièges bourrés d'explosifs : l'horizon 81 se rapproche. D'ici là, l'association «Légitime Vengeance» aura encore de beaux jours devant elle.

Quelques affaires récentes d'«autodéfense»

1976 : Lionel Legras, grâce à un poste à transistors bourré d'explosifs, tue un bucheron entré chez lui par effraction et en défigure un autre. (8 mois de prison avec sursis et 600 F. d'amende)

Aout 1978 : un cultivateur de Saint Cyr les Champagnes (Dordogne) reçoit à coups de fusil et blesse grièvement un automobiliste venu lui demander du secours.

Octobre 1978 : Un gardien de gymnase de Caen tire et blesse quatre jeune gens soupçonnés de chapardage.

Octobre 1978 : Un commerçant de Courtenay (Loire) se croyant agressé, tue en pleine nuit, d'un coup de fusil, son fils de 8 ans.

Janvier 1979 : A Cachan, un retraité pris de peur au milieu de la nuit tue sa femme qui déambulait dans la maison.

Décembre 1979 : A Barbon Blanc (Gironde) même méprise : le mari tue son épouse.

Plusieurs dizaines d'affaires de ce type ont été recensées ces dernières années. Nombreuses sont celles qui mettent en cause des patrons de bistrots (on se souvient de la Courneuve) ou des gardiens d'immeubles et autres vigiles. Si on y ajoute les «bavures policières» à l'occasion desquelles elle est traditionnellement invoquée, on peut estimer que «l'auto défense» fait désormais, en France, autant de victimes que les drogues dures.

Chômage

(suite de la première page)

Violence ? Elle est là : Giscard a, en six ans, broyé presque imperceptiblement un million de travailleurs.

Et encore, nous rappellent Barre, Monory et Ceyrac, avec, une fois de plus, un bel ensemble, «l'économie française est en plein boom». Mais alors, où en serions-nous si ce n'était pas le cas ?

Ainsi, l'exploitation de la main d'oeuvre immigrée, l'exploitation des jeunes et des femmes (apprentissages, stages pratiques, contrats emploi-formation, stages de formation), la libération des prix industriels, la reconstitution des marges, les exonérations diverses, les primes à l'embauche, toutes ces mesures réclamées par le C.n.p.f pour qu'il consente à faire un effort, enfin toute cette politique d'abandon aux sollicitations patronales et de cynisme anti-social, tout ça pour, en un mois, priver 16 500 personnes de plus du droit au travail ? Et 130 000 en un an !

Comment dit-on faillite en «libéral avancé» ?

Congrès de la D.c à Rome

De la décomposition politique à une union nationale confuse

Le congrès de la Démocratie chrétienne s'ouvre vendredi à Rome sans que se soit apaisée l'émotion suscitée en Italie par l'assassinat en pleine université de Vittorio Bachelet, vice-président de la magistrature.

Paradoxalement, cette grande boucherie quotidienne - onze attentats depuis le début de l'année - resserre les rangs, des forces politiques, de la D.c à l'extrême gauche, tant cette folle logique destructrice est devenue incompréhensible et ses objectifs obscurs.

Il semble cependant que les Démocrates chrétiens refusent d'adopter le projet d'un gouvernement d'unité nationale avec les communistes, considéré à gauche, et en particulier par les socialistes, comme la seule voie possible pour mettre fin au non-gouvernement du pays.

En réalité, les forces Démocrates-chrétiennes opposées à cette solution n'ont aucune solution de rechange à apporter. Mais elles peuvent empêcher son application. Le regroupement des courants les plus favorables à un gouvernement d'union nationale (en français «Salut public») pourrait probablement s'emparer de la présidence et du secrétariat général à la D.c à condition qu'ils procèdent par palliers.

Dans les couloirs, on murmure cependant que la solution idéale serait une coalition D.c - P.c soutenue par les socialistes. Quelle que soit la solution qui sortira des votes et des débats, la dégradation du pouvoir est telle, qu'il reste peu de temps aux forces politiques italiennes pour sortir de la confusion.

Abonnez-vous à RIPOSTE
Il vous en coûte à peine 21 F. par mois

Parcours fédéral

L'EURE

avec Freddy Recourt

Freddy Recourt est le secrétaire chargé des collectivités locales et des élections de la Fédération de l'Eure. Il assure l'intérim du premier secrétaire, Daniel Semelin, actuellement à l'étranger pour raison professionnelle. Freddy Recourt est aussi maire adjoint de Conches (4 000 habitants) près d'Evreux. Il a 35 ans et travaille à l'Education nationale comme inspecteur des écoles maternelles.

— Que représente la Fédération de l'Eure ?

«La Fédération compte environ 800 militants dans un département de 500 000 habitants, c'est dire que nous avons encore pas mal de travail sur la planche. Mais c'est une fédération qui a eu une croissance rapide : elle était presque inexistante au moment du congrès d'Epinay. Dans ce département dont Pierre Mendès France fut député et président du Conseil général, on trouve encore actuellement beaucoup de radicaux de gauche (et de droite !) Le P.s.u aussi une certaine influence».

— Qu'elle est la composition socio-professionnelle de cette fédération ?

«La Fédération compte beaucoup d'employés de la fonction publique. Peu d'agriculteurs, mais il est à noter que la population agricole du département est peu nombreuse : elle ne dépasse pas 10%. Beaucoup de ceux qui vivent en zone rurale font 20 km par jour pour aller travailler dans les usines. J'estime à 20% le nombre d'ouvriers parmi nos militants.»

«Une quarantaine de sections regroupe nos adhérents. Il y a deux G.s.e (P.t.t, départemental et un G.s.e Education nationale va se constituer). Nous avons deux sections d'entreprise chez Carel et Fouché (métallurgie), à Gaillon et chez A.t.o Chimie, à Nassandres»

— Quelle est la représentation du Parti au plan électoral ?

«Nous sommes le premier Parti du département avec 24,50% des suffrages, aux dernières élections européennes (le Parti communiste en réunissait 18%). Nous avons 250 élus socialistes, dont 7 conseillers généraux et un député».

— Dans quel contexte économique travaillez-vous ?

L'Eure est un département un peu curieux qui comprend une vaste zone industrielle tout le long de la vallée de la Seine entre Mantes et Rouen, avec quelques points forts : Vernon, Gaillon, Aubevoye, Le Vandreuil, Pont de l'Arche. L'ouest du département est plus tourné vers l'agriculture, avec quelques villes ayant un passé industriel comme Pont-Audemer. Il y a un grave problème d'emploi dans le nord-ouest et dans l'ouest du départmeent : les papeteries ferment. Heureusement que les petites entreprises métallurgiques du coin ont plutôt tendance à embaucher !»

«Le taux de chômage a augmenté de 18% dans l'Eure, entre les mois de juin et décembre 1979. L'A.n.p.e annonce un chiffre de 13 000 demandeurs d'emploi (dont 60% de femmes)»

— Quels sont les grands axes de travail de la Fédération ?

«C'est encore dans le domaine de l'emploi que nous avons été le plus actifs. En liaison avec le Conseil général qui est allé siéger à Pont-Audemer, la ville la plus touchée».

«Mais depuis le congrès de Metz, nous avons beaucoup travaillé au renforcement du Parti. Nous avons notamment créé un journal, *«l'Eure Socialiste»*, dont le numéro 2 doit sortir ces jours-ci.

«Actuellement nous travaillons pour la popularisation du Projet socialiste. Nous avons prévu des réunions dans chaque commune, conçues comme des «Rencontres avec les socialistes». A la fin nous tiendrons une grande réunion, à Evreux, avec le concours d'un secrétraire national. Nous jummèlerons peut-être cette manifestation avec notre «fête de la rose».

SONDAGES
Mermaz insiste

Le président du Comité directeur du P.s, député de l'Isère, à déclaré hier : « Le débat sur les sondages ne doit pas être escamoté. Ils constituent un fait politique de première grandeur. Ils sont une arme aux mains du pouvoir à quinze mois de l'élection présidentielle. Ils sont susceptibles de fausser le fonctionnement des institutions.

« Un bref échange de vue a eu lieu mercredi, à 12 H 45 sur Antenne 2 entre MM. Pierre Huet, président de la commission des sondages, Alfred Max, président directeur général de l'I.f.o.p, Jérôme Jaffré, directeur de la S.o.f.r.e.s, Michel Pinton, délégué général de l'U.d.f, et moi-même, à une heure d'écoute peu favorable.

« Mais le vrai débat qui permettra de poser le problème dans toute son ampleur reste à organiser. je vais donc réitérer ma demande au près des directeurs des chaînes de télévision, pur qu'il ait lieu sans tarder. ».

SUICIDE D'UN MILITANT OUVRIER

Le Bureau exécutif du Parti socialiste tient à manifester son émotion devant le suicide d'un militant ouvrier de Peugeot-Sochaux, Philippe Marchau, délégué du personnel C.g.t dont le mandat arrivait à expiration au mois de mars prochain.

Philippe Marchau, qui avait fait l'objet de pressions et de menaces répétées de la part de la direction du personnel des usines Peugeot de Sochaux, avait confié récemment à Jean Pierre Chevènement qu'il considérait son licenciement comme imminent.

Il n'est guère douteux que cette perspective a joué un rôle déterminant dans son geste tragique.

Le Parti socialiste considère, quant à lui, que ce drame doit à nouveau attirer l'attention sur les méthodes policières utilisées par la direction du personnel de Peugeot-Sochaux pour s'assurer la docilité de ses employés. Il demande la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur cette question.

REPRESSION A LA S.N.I.A.S SAINT-NAZAIRE

La direction de la S.n.i.a.s de Saint Nazaire développe des pratiques anti-syndicales qui rapprochent cette société nationale des méthodes répressives des grandes entreprises multinationales. 200 travailleurs récemment embauchés pour satisfaire aux commandes d'Airbus se sont vu imposer des contraintes inadmissibles telles que la pression pour adhérer aux syndicats désignés par la direction.

De plus, refusant la négociation face à un conflit qui dure depuis plusieurs semaines, la direction de la S.n.i.a.s répond par la répression, notamment en licenciant 7 syndicalistes et en procédant à 40 mises à pied.

Enfin, elle a tenté de porter une grave atteinte aux droits et aux libertés des travailleurs en exigeant de ceux-ci la signature d'une lettre de renonciation aux droits fondamentaux pour se voir permettre le droit d'entrée à l'usine.

Cette provocation a été heureusement déjouée par les syndicats.

Le Bureau exécutif du Parti socialiste condamne cette escalade de la répression. Il affirme qu'il est indispensable que la direction annule les sanctions et accepte d'ouvrir de véritables négociations sur les revendications des travailleurs.

AFFICHAGE

La nouvelle loi sur l'affichage, votée par le Parlement malgré l'opposition des socialistes, entrera en vigueur dans un délai de cinq mois. Cette loi, qui interdit, à de rares exceptions, tout affichage en dehors des agglomérations et impose des réglementations très contraignantes dans les agglomérations, vise à limiter la liberté d'expression des citoyens.

Le Parti socialiste confirme son opposition à la loi qui voudrait réduire l'affichage d'opinion à un affichage commercial et, par là, en réserver pratiquement l'usage aux organisations qui disposent d'appuis financiers importants. Les élus socialistes prendront toutes dispositions pour aider au maintien de l'affichage d'opinion.

Communiqués adoptés par le Bureau exécutif (13.02.80).

Télé-P.S.

L'ARGUMENT SELON LEQUEL LA CRISE PRODUIT

LES MEMES EFFETS DANS TOUTES LES ECONOMIES

RELEVE DE L'INTOXICATION.

RIPOSTE

12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Télex : 660.582 F
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition :
Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Délégué à la Publication : Henri Pradeaux
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Composition : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

Fondation Jean Jaurès

Dernier slogan de Giscard :

La démocratie passe par la Bourse

Au cours de la même journée, mercredi, plusieurs personnalités éminentes du giscardisme ont formulé des souhaits pour les Français. Giscard lui-même d'abord : «Il faut rendre les Français propriétaires de la France» (c'est d'ailleurs une redite). Monory ensuite : «je souhaite que les Français deviennent plus actionnaires que boursiers». Puis Ceyrac, sortant lui même du bureau de Giscard : «Notre idée c'est que tout le monde puisse être propriétaire» sous-entendu d'actions. Enfin le patron des agents de change, Flornoy : «les entreprises doivent se réconcilier avec la Bourse».

Tout ce tintamarre à l'occasion du bilan de la loi d'orientation de l'épargne vers les entreprises, cette combine qui permet de déduire de son revenu imposable les sommes consacrées à des achats d'actions. Officiellement 1 million de personnes en auraient profité en deux ans. Ce qui aurait permis aux sociétés cotées en Bourse d'augmenter leur capital de 8 milliards de Francs durant cette période.

On peut se demander si c'est la perspective de détenir des actions qui a vraiment attiré ces nouveaux boursicoteurs ou plus prosaïquement celle de payer moins d'impôts. D'autant que l'effet fiscal de la loi est d'autant plus important qu'on se retrouve dans une tranche d'imposition élevée (confirmation : l'argent va à l'argent !)

On peut surtout s'interroger sur l'efficacité économique du dispositif dans l'optique même de Monory. Force est de constater que, contrairement à ce qu'affirme le ministre ce drainage de l'épargne vers les actions n'a pas eu pour effet principal de conduire les sociétés à augmenter leurs fonds propres. Même si sur deux ans les augmentations de capital ont quadruplé, en 1979, elles ne se sont élevées qu'à 3,8 milliards de francs, nettement moins qu'en 1978. Flornoy le concède d'ailleurs en déplorant «la diminution du volume des opérations d'augmentation de capital en 1979».

Si bien que l'argent déversé sur la corbeille par les nouveaux actionnaires a tout simplement eu pour conséquence majeure de requinquer la Bourse (+ 45% en 1978, + 17% en 1979) et de redonner de l'attrait à la spéculation en élargissant son terrain de manoeuvre.

Sur le fond, toutes ces petites phrases de mercredi ont valeur d'aveu. En les mettant bout à bout on discerne les contours de la société française telle que la rêvent Giscard et ses amis. Une France d'actionnaires, bref, le modèle américain d'avant 1929. Mais d'actionnaire à propriétaire il y a une sérieuse distance, de même qu'entre propriété et pouvoir de décision.

Qui imagine encore sérieusement que le petit retraité qui possède trois actions Rhône Poulenc et cinq actions Saint Gobain pèse en quoi que ce soit sur les décisions de ces groupes ? Chacun sait qu'Ambroise Roux dirige la C.g.e d'une main de fer en ne détenant qu'un tout petit paquet d'actions.

Propos d'un boursicoteur



Giscard ne connaît-il rien au fonctionnement du capitalisme. Si tel est le cas, conseillons lui d'urgence la lecture de quelques ouvrages pourtant anciens. Ceux de Galbraith mettant en évidence l'autonomie des technostructures par rapport aux actionnaires dans l'économie américaine contemporaine ou celui, datant de l'avant guerre, de James Burnham, «le pouvoir des managers».

Mais nous ne ferons pas l'injure au président de la République d'imaginer qu'il manque à ce point de culture. C'est probablement très consciemment qu'il tente de faire prendre des vessies pour des lanternes. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois.

Salvador : répression hystérique pour sauver l'insauvable

Mercredi, des militants de gauche ont occupé l'ambassade de Panama à San Salvador et retiennent prisonnier l'ambassadeur et le personnel diplomatique.

Des membres du Bloc révolutionnaire populaire ont également occupé les locaux des services des égoûts où ils gardent environ quatre cents personnes.

Des militants de la Ligue populaire «L.p-28» occupent toujours l'ambassade d'Espagne depuis le 5 février, mais ils ont libéré l'ambassadeur.

Enfin, mardi, les forces armées ont dégagé le siège du parti Démocrate Chrétien où douze personnes étaient retenues depuis le 28 janvier. L'engagement fut très violent. On compte dix morts et trente cinq blessés dans les deux camps.

Dimanche dernier, Mgr Oscar Arnulfo Romero, archevêque de San Salvador avait lancé un angoissant appel à la paix, condamnant la violence politique. Il a suggéré de chercher à rassembler les programmes du gouvernement de la gauche modérée et de la gauche révolutionnaire.

Cette dernière reproche en effet à la Junte au pouvoir d'avoir confisqué la révolution, et de ne pas s'opposer avec vigueur à la violence fasciste.

«L.p-28» estime que, du 22 au 31 janvier, cent soixante sept personnes ont été tuées dans le pays par les bandes d'extrême droite. Lundi dernier, elles ont assassiné en pleine capitale le frère d'un des occupants de l'ambassade d'Espagne.

Bani Sadr : Lentement dénouer les fils ...

Le Président de la République islamique iranienne se trouvait « face au public » mercredi soir.

M. Bani Sadr a longuement répondu aux questions sur les otages américains. Il a estimé que ce problème avait cessé d'être important depuis l'invasion de l'Afghanistan et la mise en place progressive des institutions démocratiques en Iran. Le président subordonne la libération des otages à une autocritique américaine sur leurs relations avec le régime du Chah et non plus à son extradition. Sans qu'il y ait fait spécifiquement allusion, on peut supposer que l'acceptation par Carter d'une commission d'enquête internationale est le premier pas d'un processus progressif vers la libération du personnel de l'ambassade US.

M. Bani Sadr s'est présenté comme un « autogestionnaire islamique non aligné » tout en précisant que « non aligné, ça n'a pas de sens. Il s'agit de jouer entre les deux super-puissances ».

Sur le plan intérieur, il a été moins clair encore, puisque interrogé sur les mouvements centrifuges en Azerbaïdjan et au Kurdistan il s'est contenté de dire « que l'affaire était en train de se régler » et que « les négociations n'étaient pas rompues ».

Dans ce jeune état encore fragile, situé dans une région d'affrontement, le sort des minorités nationales et d'un équilibre entre l'état iranien et ses régions à tendances autonomistes est cependant déterminant.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F.

☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.